

TOUT EN APPELANT TEBBOUNE À PLUS D'ENGAGEMENT

Hanoune s'en prend à Sellal

C'est un tableau des plus sombres que la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), M^{me} Louisa Hanoune, a dressé hier quant aux différentes actions menées par le gouvernement sortant. Animant un meeting populaire à l'occasion de la célébration de la création de son parti, M^{me} Louisa Hanoune a qualifié le bilan de l'ex-Premier ministre de «catastrophique».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A quelques mètres du siège de son parti, au niveau de la salle des fêtes d'El-Harrach, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a réitéré ses positions antérieures en affirmant que «le Parti des travailleurs est un parti du peuple, des travailleurs et de toutes les couches sociales». Et d'ajouter : «Parce que nous avons défendu les intérêts de notre pays et celui des travailleurs, le cercle des prédateurs a sanctionné notre parti aux dernières élections législatives.» «Ce n'est pas le peuple qui n'a pas voté pour les candidats de notre parti. C'est plutôt une sanction qui a été prise à notre encontre par le cercle des prédateurs qui ont voulu privatiser le pays, le ruiner et le réduire à sa simple expression», dira-t-elle.

Louisa Hanoune a évité de citer des noms ou la partie à l'origine des actions prises à l'encontre de son parti, mais elle laissera entendre qu'il s'agit du gouvernement sortant. «Notre parti a été sanctionné, car il a exprimé notre opposition à tous ceux qui ont voulu brader notre économie, casser nos structures sociales ou encore nous exposer à la menace extérieure», a-t-elle dit et d'ajouter sur un ton accusateur: «C'est le gouvernement sortant et les partis qui le formaient qui ont ruiné notre pays.»

C'est dans cette optique d'ailleurs, qu'elle de nouveau

réitéré à la fois «notre refus et notre opposition à toutes ces lois qui risquent de menacer notre pays et déstructurer notre société».

La première responsable politique du Parti des travailleurs cite en premier lieu «le code du travail, sans occulter la loi sur la santé, la gestion des entreprises publiques, ou encore la corruption».

Louisa Hanoune, convaincue de la justesse des revendications de son parti, assurera que ses «députés ne ménageront aucune

effort pour dire non à ce code du travail, à ces tentatives de paupérisation du peuple», ou encore «à l'obligation du nouveau gouvernement de mener toutes les actions pour récupérer tous les biens mal acquis».

Appelant à une «large mobilisation populaire», la secrétaire générale du Parti des travailleurs a prit acte de la «volonté du Premier ministre de procéder à des changements». Mais selon elle, «cela reste au stade de la parole». «Il faut des actes», a-t-elle plaidé.

M^{me} Louisa Hanoune a, par ailleurs, réitéré la revendication de son parti, dont «l'élection d'une Assemblée nationale constituante», tout en indiquant que «la chute du prix du pétrole a mis à nu tous les dysfonctionnements».

A. B.



Louisa Hanoune appelle à une large mobilisation populaire.

Photo : DR

TIZI-OUZOU

Nouvelle vague de démissions au RCD

Le malaise n'a pas l'air de vouloir s'estomper au RCD. Jeudi, c'est près d'une trentaine de militants de la section de Tizi-Ouzou, dont des élus à la mairie, qui a rendu publique une déclaration pour annoncer sa démission des rangs du parti, secoué comme jamais depuis les législatives d'il y a deux mois.

A l'instar de Ouahab Aït Menguellet, le président de l'APC de Tizi-Ouzou, le premier à ouvrir le bal des retraits du parti, puis des responsables de la section du chef-lieu de wilaya, c'est donc le tour de vingt-huit militants qui disent regretter le temps où «le RCD était plus qu'un parti politique, c'était une école où nous apprenions les principes de base de la politique, de la vertu et du sens de la responsabilité et du devoir. Nous y avions

connu des hommes et des femmes de haute qualité intellectuelle et morale». Un temps qui, aujourd'hui, leur semble lointain au point de susciter de la nostalgie. Dans la liste des motivations leur ayant commandé de mettre fin à leur appartenance partisane, les rédacteurs de la déclaration disent ne pas cautionner les décisions unilatérales, la violation des statuts et du règlement intérieur, le mépris affiché envers la base militante, et le rétrécissement des espaces d'expression.

Ainsi est dépeinte la vie politique depuis quelque temps au sein du RCD sous l'œil bienveillant de la direction nationale du parti accusée, elle, d'accorder sa mansuétude à «un groupuscule de personnes, à l'allure de nouveaux caïds pour faire main basse sur les structures du parti à Tizi-Ouzou». Des dérives annonciatrices d'une fin historique d'un parti originellement porteur de tant de

promesses et d'espoir, préjuge le nouveau contingent de démissionnaires du RCD.

Les signes de ce qu'ils décrivent comme le déclin au sein du RCD, les nouveaux démissionnaires, comme d'autres avant eux d'ailleurs, les situent à la gestion du dernier rendez-vous électoral, puis tout juste après les résultats, lorsque l'état-major du parti a voulu faire passer l'échec pour un triomphe et «en faire une réjouissance relève du cynisme».

Ainsi, décidés à ne pas cautionner ces actes qui n'ont fait que participer à dépouiller le RCD de ce qu'ils appellent «son identité distinctive» et servir de «réceptacle de quidams irresponsables dont la fréquentation paraît incommodante», ils sont vingt-huit, depuis jeudi dernier, à rejoindre la liste des démissionnaires des rangs du RCD.

M. Azedine

PLANIFICATION TERRITORIALE ET GESTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Coopération algéro-chinoise

Un cycle de formation sur la planification territoriale et la gestion du développement économique local en présence d'une délégation de l'académie de la gouvernance de la République populaire de Chine et des cadres du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire est prévu à Annaba à partir de ce dimanche 2 juillet.

D'une durée de cinq jours, cette importante manifestation aura pour cadre l'hôtel Sheraton. Elle intervient au lendemain de l'approbation par le Parlement et le Sénat du Plan d'Action présenté par le gouvernement de Abdelmadjid Tebboune. Bien à propos du reste quand on connaît les prouesses économiques réalisées ces dernières années en République populaire de Chine.

La pertinence de la manifestation est également mise en relief par la force de pénétration démontrée tout au long de ces dernières années par les investisseurs chinois un peu partout à travers le monde. Y compris

dans les pôles économiques censés être, jusqu'ici, la chasse gardée de puissances occidentales dont les Etats Unis, la Grande Bretagne et la France.

Le choix fixé sur Annaba pour abriter cette rencontre, n'est pas fortuit. Il se matérialise dans les ambitions exprimées par le gouvernement algérien de prendre au titre de facteur de relance économique nationale, la quatrième ville d'Algérie avec son complexe sidérurgique, sa plateforme pétrochimique, ses unités de production de l'industrie ferroviaire (tramways, wagons, rails...). Ce sont là quelques uns des dossiers qui seront discutés à Annaba. Ils

font suite aux protocoles d'accords scellés en 2015 à Shanghai (Chine) par les deux pays à la faveur de la visite officielle d'une importante délégation conduite par l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal.

Pour y avoir déjà investi dans différents secteurs tels que la construction et les travaux publics à travers de nombreuses de leurs entreprises, les décideurs chinois sont bien informés de ce qui les attend. Ils ont fixé leur choix sur, entre autres, l'Algérie pour s'y installer dans la durée. Ce qui pourrait expliquer le don qu'ils ont accordé à l'Algérie dans la réalisation du nouvel Opéra d'Alger.

Une réalisation que les spécialistes en la matière affirment être une des plus belles à travers le monde.

Ce cycle de formation a été planifié de longue date par les

spécialistes des questions économiques sous la supervision de tout instant du wali de Annaba par intérim, Taoufik Mezhoud.

Connu pour être sur tous les fronts, ce responsable assure l'intérim du wali depuis le départ du titulaire du poste, Youcef Cherfa, nommé ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville dans le gouvernement de Abdelmadjid Tebboune.

Taoufik Mezhoud a été, en qualité de secrétaire général de la wilaya, la cheville ouvrière de toutes les actions de développement local, et même territorial, puisque ses initiatives ont ciblé l'ensemble des secteurs. Et pas seulement l'habitat avec la réalisation de la nouvelle ville de Draâ Errich et ses 50 000 logements et démembrements, l'urbanisme et la ville avec la recherche constante d'une amélioration du cadre de vie. Il

a étonné plus d'un par sa maîtrise des différents aspects de la planification territoriale et la gestion du développement économique local. Il faut dire qu'il sera d'un précieux apport dans l'animation de ce cycle de formation organisée en partenariat avec les Chinois.

Bien avant de donner leur accord pour l'organisation de la manifestation socioéconomique de ce 2 juillet à Annaba, les Chinois ont bien étudié les opportunités offertes par la wilaya. Notamment en ce qui concerne ses infrastructures portuaires et aéroportuaires, son plan de développement tous azimuts et les avantages qu'offre son secteur touristique. Ce dont les Chinois ne manqueront pas de noter lors de l'escapade touristique qu'ils effectueront à l'issue de ce cycle de formation.

A. Bouacha